



Rapport d'avancement sur Haïti 2010

www.oxfam.org



Le 12 janvier,
Oxfam rendra hommage à ses collaborateurs disparus,
Pierre Amédée Marescot et Aurelus Auguste.



Avant-propos

Le 12 janvier 2010 est une date dont Oxfam se souviendra longtemps. Ce jour-là, un violent séisme a frappé une zone fortement peuplée du pays le plus pauvre de l'hémisphère ouest. L'opération de secours mise en place a été l'une des plus vastes jamais organisées par Oxfam, au milieu d'une désolation et de difficultés logistiques parmi les pires que nous ayons jamais rencontrées.

La mobilisation du grand public en faveur de l'intervention d'urgence en Haïti a été exceptionnelle. Les appels aux dons d'Oxfam et la réaction spontanée de nombreuses personnes à travers le monde nous ont permis de réunir 98 millions de dollars pour réagir à la catastrophe.

Face au deuil et aux drames personnels, les équipes d'Oxfam en Haïti ont travaillé sans relâche pour aider les survivants dès le premier jour, puis tout au long de cette année difficile. Au cours de la première semaine, elles ont distribué des bâches en plastique et des outils aux personnes qui n'avaient plus de logement. En collaboration avec la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA), elles ont également organisé l'approvisionnement en eau du plus grand camp, au profit de 10 000 résidents.

En quelques semaines, nous avons acheminé par avion des équipements via la ville de Saint-Domingue toute proche, avant de les transporter par voie terrestre jusqu'à nos entrepôts de Port-au-Prince. Fin mars, nous étions venus en aide à 180 000 personnes dans une capitale confinée, où la mise en place d'abris d'urgence et de systèmes d'assainissement s'est révélée extrêmement difficile. Et maintenant, après 12 mois, 500 000 personnes ont bénéficié de notre travail de réponse au tremblement de terre, et 700 000 autres sont concernées par nos activités vitales de prévention du choléra.

Il est impossible d'échapper aux gigantesques défis qui se profilent pour le peuple haïtien, l'État et les organismes d'aide qui participent à l'intervention humanitaire. Oxfam et les autres agences continueront à travailler sans relâche pour aider les habitants à surmonter ce terrible drame. Nous ne pourrions cependant les aider à prospérer que lorsque le pays sera plus stable et que nous serons en mesure de proposer les services publics dont la population a besoin pour se redresser complètement. Toutes les personnes qui vivent et travaillent en Haïti sont tributaires des capacités d'action de l'État et du soutien attentif et immédiat des donateurs bilatéraux et multilatéraux pour pouvoir reconstruire ce pays ravagé.

Le tremblement de terre en Haïti restera dans l'histoire comme l'une des catastrophes les plus dévastatrices de notre époque. Les difficultés d'intervention dans les ruines d'une ville saturée, recouverte de décombres et aux infrastructures gravement endommagées ont été quasiment insurmontables. Je suis donc fier de souligner qu'Oxfam et les autres agences ont été à la hauteur de ce défi. Nous avons adapté des méthodes éprouvées pour les appliquer à de nouveaux domaines. En collaboration avec nos partenaires et le personnel haïtien, nous avons également trouvé la force de surmonter les obstacles et d'élaborer des solutions créatives.



Des résidents de Port-au-Prince se fraient un chemin entre les bâtiments effondrés, dans ce qui fut une rue de leur ville.

Photo : Jorge Silva, Reuters

J'aimerais profiter de cette occasion pour remercier toutes les personnes qui ont fait preuve d'une grande générosité, nous permettant de déployer notre intervention humanitaire en Haïti tout au long de l'année écoulée. Ensemble, nous avons fait beaucoup, mais nous devons nous tenir prêts à relever de nouveaux défis à l'horizon 2011.

Handwritten signature of Jeremy Hobbs.

Jeremy Hobbs,
Directeur exécutif, Oxfam International

Introduction

Avant même le tremblement de terre du 12 janvier 2010, Haïti était la nation la plus pauvre de l'hémisphère ouest, classée parmi les 50 pays les plus pauvres au monde par le Programme des Nations Unies pour le Développement (2009). **Pour résumer, la vie était déjà compliquée pour la plupart des familles. Puis le séisme a frappé et leurs vies ont été complètement bouleversées.** Ce séisme était le plus violent en Haïti depuis 200 ans.

Dans la capitale, Port-au-Prince, 86 % des deux millions d'habitants de la ville vivaient dans des bidonvilles densément peuplés, où il n'y avait que très peu de systèmes d'alimentation en eau potable et d'assainissement. Les femmes, de par leur rôle de mère et de soutien familial, étaient particulièrement exposées, notamment à la violence et aux intimidations qui sont le lot quotidien quand on vit dans la promiscuité.

Le séisme a fait plus de 220 000 victimes, plus de 300 000 blessés, et plus d'un million de sans-abri, dont la plupart sont encore traumatisés et vivent toujours dans des tentes ou sous des bâches en toile. La plupart des familles touchées par le séisme vivent dans 1 300 campements temporaires situés dans le centre-ville et à la périphérie de Port-au-Prince, où travaillent Oxfam et les autres organismes.

La forte densité de population de la capitale, la destruction de Port-au-Prince et le grand nombre de victimes ont entraîné l'interruption de toute forme d'activité économique, ainsi que du fonctionnement quotidien de l'État et du gouvernement national.

Des fournitures d'aide sont déchargées à Santo Domingo, en République dominicaine, prêtes à être acheminées par la route jusqu'à Port-au-Prince. Disposées bout à bout, toutes les bâches distribuées par les agences d'aide impliquées dans l'installation d'abris provisoires permettraient de relier New York à Mexico, Madrid à Moscou, Bangkok à Pékin ou encore Nairobi au Caire.

Photo: Kenny Rae/Oxfam America



Intervention d'Oxfam

Travaillant dans le pays depuis 1978, Oxfam a été l'une des premières organisations à intervenir. Ainsi a débuté l'un des programmes d'urgence les plus vastes et les plus complexes jamais organisés. Même les pays développés peuvent avoir besoin de plusieurs années pour se remettre d'une catastrophe. Dans un pays qui se caractérisait déjà par une extrême pauvreté, une certaine instabilité politique et des institutions gouvernementales défaillantes, voire corrompues, la tâche à accomplir semblait d'autant plus ardue.

Oxfam a basé son approche humanitaire sur les priorités stratégiques suivantes :

- déployer un programme d'intervention de grande qualité, conforme à son propre code de conduite et aux normes humanitaires internationales (définies par le projet Sphère¹) ;
- se concentrer sur les domaines d'expertise technique du programme (notamment l'eau, l'assainissement et l'hygiène), ainsi que sur les quartiers où Oxfam était déjà en contact avec des partenaires et les communautés ;
- renforcer les capacités et les ressources des partenaires locaux d'Oxfam, notamment dans les zones touchées par le séisme ;
- encourager les communautés à participer aux discussions et aux décisions, afin de répondre au mieux à leurs besoins ;
- veiller à ce que l'action d'Oxfam soit transparente et l'impact mesuré, afin de renforcer le sentiment d'appropriation au sein des communautés et de la société civile.

Plus de 500 000 personnes ont bénéficié du programme Oxfam de réponse au tremblement de terre dans le centre-ville et à la périphérie de Port-au-Prince, Gressier, Petit-Goâve, Grand-Goâve et Léogâne, où nous avons mis en place des systèmes d'alimentation en eau, d'assainissement et d'hygiène d'urgence, des abris, ainsi qu'une aide alimentaire et matérielle d'urgence. Nous concentrons maintenant nos efforts sur ces mêmes communautés, avec des activités supplémentaires pour prévenir la propagation du choléra.

Par ailleurs, 700 000 autres personnes sont concernées par la mise en place par Oxfam d'un approvisionnement vital en eau potable et en sels de réhydratation orale, de services d'assainissement et d'activités d'éducation à l'hygiène, autant d'efforts destinés à éviter la propagation de la maladie. Ces activités ne sont pas financées par le Fonds de réponse au tremblement de terre d'Haïti.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, le nombre total de personnes concernées par nos programmes de réponse au tremblement de terre et de prévention du choléra en Haïti atteint 1,2 million.

1 La Charte humanitaire et les normes minimales pour les interventions lors de catastrophes définies par le projet Sphère proposent des normes et des indicateurs dans des domaines essentiels tels que l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) ; la sécurité alimentaire, la nutrition et l'aide alimentaire ; l'hébergement, le logement et les produits non alimentaires ; mais également les services de santé. Voir : <http://www.sphereproject.org/index.php?lang=french>

Programme	Bénéficiaires
Programme de réponse au tremblement de terre	500 000
Programme de prévention du choléra	700 000
Programme de réponse au tremblement de terre + nouvelles activités d'Oxfam pour la prévention du choléracoléra de Oxfam	1 200 000

Seaux Oxfam empilés et prêts pour une distribution de kits d'hygiène au camp de l'Union Adventiste, Delmas 31, à Port-au-Prince.

Photo: Jane Beesley/Oxfam





Port-au-Prince et zones d'intervention d'Oxfam

Portée de ce rapport

Ce rapport décrit les progrès réalisés par Oxfam et ses partenaires à ce jour, mais également nos projets pour l'avenir. Il examine nos méthodes d'intervention dans quatre grands domaines :

- 1. eau, assainissement et hygiène ;**
- 2. aide alimentaire et matérielle d'urgence ;**
- 3. reconstruction des communautés ;**
- 4. plaidoyer et lobbying.**

Ce rapport nous permet également de rendre compte aux individus, États et autres institutions qui ont si généreusement contribué au fonds humanitaire d'Oxfam, ainsi qu'à nos organisations partenaires, alliés, collaborateurs et bénévoles. La rubrique financière qui se trouve à la fin de ce rapport offre un aperçu des modalités de collecte et d'utilisation des fonds.

Nous sommes avant tout responsables vis-à-vis des personnes dont nous souhaitons améliorer l'existence. Nous sommes convaincus qu'en engageant pleinement notre responsabilité vis-à-vis des communautés, nous pouvons créer des programmes d'une plus grande qualité, ayant des effets plus durables. Nous utilisons les méthodes adaptées pour communiquer avec les hommes et les femmes vivant dans la pauvreté et pour répondre aux questions qu'ils soulèvent. Voici quelques-unes des mesures que nous avons mises en place pour garantir notre responsabilité vis-à-vis des personnes auprès desquelles nous intervenons :

- Nous avons favorisé la participation des résidents des camps aux processus décisionnels et nous leur avons régulièrement demandé leur avis sur notre action. Grâce à un suivi régulier, à la formation du personnel/des bénévoles et à un code de conduite officiel, nous veillons à ce que nos programmes soient responsables, qu'ils n'aient pas de conséquences involontaires et qu'ils respectent les normes internationales.
- En mars 2010, nous avons mis en place un numéro vert pour téléphones portables afin que le public puisse nous joindre à toute heure pour nous faire part de ses inquiétudes, pour nous demander de l'aide ou pour nous transmettre des informations. Jusqu'à présent, nous avons reçu en moyenne 300 appels par mois. Nous avons également mis en place des boîtes à idées pour permettre à chacun de soumettre ses suggestions, demandes et réclamations. Nous avons également organisé des groupes de discussion pour rester à l'écoute des préoccupations de la population.
- À Carrefour-Feuilles, l'un des quartiers les plus touchés de Port-au-Prince, nous travaillons avec un groupe de représentants issus de différents groupes communautaires et locaux. Ils communiquent avec les partenaires d'Oxfam et les résidents des camps, faisant état des progrès réalisés et de leurs inquiétudes par les voies officielles. Ce comité a joué un rôle majeur dans la résolution des conflits et des difficultés.
- Il est important de défendre les progrès réalisés par les femmes haïtiennes avant le tremblement de terre (notamment l'amélioration de la prise en charge médicale des femmes victimes de violences et l'amélioration de la représentation des femmes dans la vie politique et dans la société au sens large) dans le contexte post-séisme. Oxfam veille activement à ce que ses programmes d'intervention et de reconstruction ciblent efficacement les femmes et les encouragent à prendre des responsabilités.

Tout au long de ce rapport, le terme « Oxfam » fait référence à l'ensemble de la confédération Oxfam et aux filiales d'Oxfam mettant en œuvre des programmes sur le terrain en Haïti (Oxfam GB, Intermón Oxfam, Oxfam Québec et Oxfam America) pour le compte d'Oxfam, ainsi qu'aux partenaires avec lesquels nous travaillons.

1. Eau, assainissement et hygiène

En tant que leader dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), Oxfam a veillé à garantir l'accès à une eau potable et sans danger, en quantité suffisante. Nous avons mis en place des structures et systèmes d'assainissement pour favoriser la prévention et l'élimination des sources potentielles de maladies transmises par l'eau. Nous avons également formé la population, afin qu'elle fasse la promotion de la santé publique et de l'hygiène.

Constat

Dans une intervention humanitaire classique, il est judicieux de déployer les camps sur la plus vaste zone géographique possible pour fournir une assistance vitale aux personnes déplacées. Ceci permet aux résidents de disposer d'un espace de vie suffisant, tout en évitant la propagation de maladies et en laissant assez de place à Oxfam pour assurer l'approvisionnement en eau, l'assainissement et d'autres services essentiels. Il a cependant été impossible d'adopter cette approche dans l'environnement urbain confiné de Port-au-Prince.

Le manque de services d'assainissement a posé un problème majeur dans la ville dévastée, d'autant plus que l'État et les institutions se sont révélés incapables de résoudre les problèmes d'hygiène publique. Oxfam a dû intervenir d'urgence. La saturation des camps et le fait que la ville soit construite en béton et sur du béton nous ont empêchés d'installer des latrines et des toilettes portables temporaires en nombre suffisant. Nous avons donc dû trouver d'autres solutions.²

Un programme d'éducation à l'échelle du camp a été conçu et mis sur pied en seulement cinq jours au camp de Pétionville Golf Club le 19 novembre 2010. La maladie (en vert sur la gauche) peut être combattue à l'aide de savon (en jaune au milieu) et d'eau (en bleu sur la droite).

Photo: Andrew Blejwas/Oxfam América



² Le programme de prévention du choléra n'a pas été financé par le Fonds d'aide aux victimes en Haïti, mais par nos fonds généraux.

Notre intervention

- Nous avons fourni des systèmes d'alimentation en eau potable et d'assainissement à environ 400 000 personnes déplacées à Port-au-Prince et dans les zones d'habitation avoisinantes de Carrefour-Feuilles, Croix-des-Bouquets et Delmas, mais également en dehors de la capitale à Gressier, Petit-Goâve, Grand-Goâve et Léogâne.
- Face à la menace d'ouragans dans la seconde moitié de l'année, Oxfam a travaillé en partenariat avec d'autres organisations pour mettre en place des mesures visant à éviter les inondations. Les canaux de drainage ont été dégagés manuellement et avec des équipements lourds.
- Chaque mois, nous avons fourni plus de 300 millions de litres (environ 79 millions de gallons) d'eau potable chlorée dans les camps et dans nos différentes zones d'intervention.
- Nous avons construit 2 500 latrines et 1 032 cabines de toilette, qui sont entretenues par les résidents des camps et par la population locale.
- Nous avons distribué des kits d'hygiène contenant des articles de toilette tels que du savon, du shampoing, du dentifrice, des brosses à dents, des serviettes hygiéniques ou des serviettes de toilette à plus de **120 000** personnes.
- La promotion de la santé a également été une partie fondamentale de notre action. Des membres de la communauté ont été recrutés, puis formés pour devenir des « prescripteurs » dans les camps, afin de renforcer les messages concernant la santé et la salubrité des systèmes d'assainissement.
- Nous avons travaillé avec le *Service métropolitain de collecte des résidus solides* (SMCRS), afin d'améliorer ses politiques et capacités techniques. Nous avons fourni des kits d'élimination des déchets à **400** foyers, afin de leur permettre d'éliminer les résidus solides dans de bonnes conditions de sécurité et d'hygiène. Cette initiative a été soutenue par une campagne populaire dans les lieux publics.

Oxfam a recruté des personnes vivant dans les camps pour confectionner des kits d'hygiène contenant des articles de toilette tels que du savon, du shampoing, du dentifrice, des brosses à dents, des serviettes hygiéniques et des serviettes de toilette. En seulement deux semaines, ces personnes ont emballé 120 000 kits destinés à être distribués aux personnes dans le besoin, contre un salaire de 500 gourdes haïtiennes (12,25 dollars) par jour.

Photo: Caroline Gluck/Oxfam



Utilisation des robinets fournis par Oxfam.
Photo: Toby Adamson/Oxfam



- Nous avons travaillé en étroite collaboration avec la *Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA)*, afin de trouver les moyens d'assurer un approvisionnement en eau potable plus durable grâce au forage de puits, à l'installation de pompes à eau et à la réparation des réseaux d'eau courante.

Face à la nouvelle menace de choléra, Oxfam veille à ce que les 500 000 personnes impliquées dans notre programme de réponse au tremblement de terre bénéficient également de nos activités de prévention du choléra. Un programme étendu concernant 700 000 personnes supplémentaires (365 000 personnes dans la ville de Cap Haïtien, au nord, 125 000 personnes dans la région centrale d'Artibonite et 200 000 personnes à Port-au-Prince) vise à prévenir la propagation de la maladie, en parallèle des activités liées au tremblement de terre. Nous assurons notamment un approvisionnement vital en eau potable et en sels de réhydratation orale, des services d'assainissement et des activités d'éducation à l'hygiène, afin d'éviter la propagation de la maladie. Nous avons continué à soutenir une campagne d'information sur les pratiques d'hygiène sans danger et à contrôler le niveau de santé de la population dans les camps de Port-au-Prince.

Raphael Mutiku, spécialiste eau et assainissement pour Oxfam en Haïti, a déclaré :
« Nos programmes battent leur plein dans la capitale, assurant l'approvisionnement en eau potable, des services d'assainissement et des activités d'éducation à l'hygiène. Nous avons mobilisé 700 personnes pour enrayer la propagation de l'épidémie de choléra. Il faut du temps pour introduire de bonnes pratiques d'hygiène, mais nous faisons tout notre possible pour informer un maximum de personnes. À Port-au-Prince, la plupart des cas de choléra se déclarent dans des bidonvilles qui n'ont bénéficié d'aucune intervention de secours post-séisme. Nous devons à présent travailler tous ensemble pour veiller à ce que chaque habitant de Port-au-Prince dispose d'un accès à l'eau potable et d'informations sur les bonnes pratiques d'hygiène de base. Il s'agit là du seul moyen pour enrayer la propagation des maladies transmises par l'eau ».

Études de cas

La moitié de la population urbaine d'Haïti n'avait jamais connu de système d'assainissement opérationnel. Dans les quartiers les plus pauvres de Port-au-Prince, les habitants s'en étaient accommodés, utilisant des sacs en plastique pour éliminer les déjections humaines. Constatant que ce système fonctionnait bien, Oxfam a décidé de s'en inspirer, en construisant des cabines et en distribuant des sacs hermétiques que les habitants peuvent utiliser chez eux. Ces sacs sont ensuite déposés dans des poubelles en plastique fermées, qui sont vidées quotidiennement et dont le contenu est transporté vers un site de compostage en-dehors de la ville. Cette approche a permis d'enrayer la propagation de la maladie, en garantissant l'élimination des déchets humains en toute sécurité.



Andrena Attis et sa famille sont les propriétaires d'une nouvelle latrine fournie par Oxfam suite à un projet de promotion de l'hygiène dans leur village. « Nous avons vendu quelques poulets et une chèvre pour payer quelqu'un pour creuser la fosse de notre latrine, et nous avons maintenant nos propres toilettes », explique Andrena. Oxfam a fourni les matériaux pour 2 500 latrines à construire par les personnes vivant dans les camps, ainsi que dans d'autres quartiers de la ville.

Photo: Chris Hufstader/Oxfam América



Dans cinq villages proches de Petit-Goâve et Gressier, à l'ouest de Port-au-Prince, Oxfam est également venu en aide à des familles qui souhaitent rester dans leur logement endommagé ou à proximité plutôt que de vivre dans un camp éloigné. Peu de familles disposaient de latrines avant le séisme. Oxfam a donc montré aux communautés comment construire et entretenir ces structures. Les familles creusent les fosses et Oxfam fournit le matériel nécessaire. Dès que la latrine est prête à être utilisée, chaque famille reçoit un kit de nettoyage. Elle est alors responsable de la propreté et du bon fonctionnement de cette latrine. Pour l'instant, 133 latrines ont été construites ; 300 familles bénéficieront prochainement de leurs propres latrines.

2. Aide alimentaire et matérielle d'urgence

L'action d'Oxfam dans le domaine de l'aide alimentaire et matérielle d'urgence privilégie la production locale et renforce les liens entre producteurs et consommateurs. Nous aidons également en priorité les petites entreprises et les entreprises gérées par des femmes afin de les aider à reprendre pied.

Constat

Le chômage et les pénuries alimentaires sont deux des principaux obstacles qu'une personne rencontre lorsqu'elle essaie de reconstruire sa vie. Le nombre de personnes bénéficiant d'un emploi formel, déjà réduit avant le séisme, est passé de 21 à 8 %. Le nombre de travailleurs indépendants a également chuté, passant de 65 à 33 %. De plus, une enquête sur le logement réalisée par Oxfam au mois de juin a révélé une diminution alarmante des salaires dans les quartiers les plus vulnérables de Port-au-Prince.

Guerline Dimanche sert de la purée de haricots, du riz et des légumes chauds dans sa cantine. Oxfam a aidé les vendeurs de rue locaux dans différentes parties de Port-au-Prince, en ciblant 249 propriétaires de cantines à Carrefour-Feuilles pour des subventions destinées à l'achat de denrées alimentaires, moyennant leur engagement à cuisiner pour 80 des personnes les plus vulnérables de leur propre communauté. Au total, 19 920 personnes ont reçu des repas chauds pendant une période de deux mois.

Photo: Peleg Charles/Oxfam



Notre intervention

En décembre 2010, **41 819** foyers (soit 209 095 personnes) avaient déjà bénéficié de nos programmes d'aide alimentaire et matérielle d'urgence. Nous répondons aux besoins de personnes issues de milieux socioéconomiques très différents :

- Oxfam est venu en aide à des vendeurs ambulants de produits alimentaires dans différents quartiers de Port-au-Prince. À la fin de l'année 2010, **249** vendeurs ambulants de produits alimentaires s'étaient engagés à nourrir chacun 80 personnes parmi les plus vulnérables de leur communauté (majoritairement des femmes) pendant une période de deux mois. Au total, **19 920** personnes ont reçu des repas chauds pendant une période de deux mois.
- Subventions humanitaires : **2 936** familles ont bénéficié de subventions d'un montant de 175 dollars pour répondre à leurs besoins fondamentaux et remplacer les biens perdus. Les premiers résultats indiquent que 87 % de ces familles ont réussi à monter ou relancer une petite entreprise grâce à ce soutien alimentaire et matériel. Oxfam est également venu en aide à des vendeurs ambulants de produits alimentaires, en leur proposant des formations professionnelles, des subventions en espèces d'un montant de 125 dollars pour les aider à relancer leur entreprise, ainsi que des fourneaux à bon rendement énergétique qui leur ont permis de réduire leur consommation de charbon.
- Programme de rémunération en espèces du travail : afin de répondre aux besoins fondamentaux des foyers les plus vulnérables, Oxfam a proposé un total de **25 319** jours de travail rémunéré à des personnes valides pour leur permettre de gagner leur vie tout en participant au nettoyage de leur environnement (en évacuant les gravats, en dégagant les canaux de drainage et en creusant des tranchées pour évacuer l'eau de pluie des zones sujettes aux glissements de terrain).
- Subventions en espèces : Oxfam a lancé des projets de subventions en espèces pour permettre aux membres de la communauté qui tenaient de petites entreprises avant le séisme de reprendre leur activité ou de remplacer les biens perdus. Oxfam a donné la priorité aux femmes, en proposant des subventions en espèces à celles qui souhaitaient monter une petite entreprise ou une activité rémunératrice, tout en leur prodiguant conseils et formations pour les aider à devenir autonomes. Des critères de vulnérabilité stricts ont permis de cibler les femmes enceintes, les personnes âgées et les personnes handicapées. Oxfam a accordé des subventions d'un montant de 125 à 250 dollars à un total de **23 374** familles. Des évaluations sont en cours, mais les observations réalisées à ce jour indiquent que les ménages ont utilisé ces subventions pour remplacer les biens perdus, rembourser leurs dettes, la santé, l'éducation et d'autres besoins fondamentaux.
- Soutien au commerce : des enquêtes réalisées au mois de février ont révélé que de nombreuses communautés n'avaient plus du tout accès aux produits alimentaires de base, les épiceries locales ayant fermé. Oxfam assure le refinancement de 210 commerces de proximité, par le biais de subventions et de prêts, afin de rétablir une activité économique de base dans les communautés.
- Refinancement des petites entreprises : une enquête sur le marché du travail réalisée au mois de février a révélé que le vivier de professionnels qualifiés du bâtiment, déjà peu fourni, avait été affaibli par le tremblement de terre en Haïti. Oxfam a élaboré un programme visant à assurer le refinancement de **1 441** artisans tels que plombiers, charpentiers ou maçons, afin de répondre aux besoins de reconstruction, via des subventions en espèces et des bons d'achats pour des outils.

Une approche inédite de l'aide alimentaire

Oxfam a inventé une nouvelle manière d'apporter une aide alimentaire. Plutôt que d'utiliser des denrées alimentaires données par des étrangers, Oxfam a fourni des « kits alimentaires » entièrement constitués d'aliments locaux. Ces kits ont été distribués à 10 000 foyers. Ils incluaient notamment du plantain, du riz local, des haricots, du maïs, de la farine, de l'igname, du manioc, du beurre d'arachide et des patates douces, pour un montant de 55 dollars par foyer (soit un total de 550 000 dollars). Outre le fait que les familles préfèrent recevoir de la nourriture qu'elles connaissent et apprécient, cela bénéficie également aux agriculteurs et aux producteurs locaux qui y trouvent un moyen de commercialiser leur production.

Oxfam a par ailleurs distribué 135 tonnes de graines, de pois et de céréales à 20 000 personnes, ainsi que 7 000 kits d'outillage agricole à 7 000 personnes dans les régions du centre, du sud-est et d'Artibonite en Haïti pour aider les familles d'agriculteurs.

Marie Rose Menthor a installé sa petite épicerie dans un ancien conteneur. Elle fait partie des nombreuses femmes que forme Oxfam pour les aider à créer leur propre petite entreprise. « Il n'y a pas de petites ou de grandes entreprises, seulement des entreprises, dont l'objectif est de faire des bénéfices. Grâce à la formation dispensée par Oxfam, J'ai découvert beaucoup de choses que je ne connaissais pas avant », déclare-t-elle. Lorsque Marie et les autres femmes auront à nouveau un revenu, elles pourront restaurer ou reconstruire leurs habitations. C'est pourquoi l'aide apportée aux femmes afin d'en faire des entrepreneurs est une priorité pour Oxfam.

Photo: Liz Clayton/Oxfam



3. Reconstruction des communautés

Le nombre de pertes humaines et de bâtiments détruits traduisent l'extrême violence du séisme. Oxfam travaille avec des organisations privées, publiques, internationales et haïtiennes pour apporter une perspective logistique et humanitaire au nettoyage et à la reconstruction d'une partie de la ville.

Constat

Le tremblement de terre a détruit 105 369 logements et en a endommagé 208 164, laissant derrière lui quelque 25 millions de m³ de décombres. Ces décombres pourraient remplir suffisamment de camions-bennes mis bout à bout pour couvrir la moitié du périmètre de la Terre. Au lendemain du séisme, Oxfam a commencé à distribuer des bâches en plastique, fournissant ainsi un hébergement d'urgence à plus de 98 000 personnes.

Les sites doivent être nettoyés pour permettre la reconstruction des maisons. Cependant, l'évacuation des décombres progresse très lentement et seule une infime partie des bâtiments détruits ont été abattus, puis les sites nettoyés. Sous les décombres, l'État devra mener d'importants travaux d'équipement pour réparer les routes et construire un système d'assainissement et d'évacuation des eaux usées adapté à la taille de la ville.

Le manque de clarté du régime foncier explique également que peu d'habitants rentrent chez eux. Sans papiers ou titres appropriés, il est difficile de faire valoir ses droits sur un lopin de terre ou sur une propriété. Les enquêtes initiales d'Oxfam ont révélé que plus de 65 % des personnes déplacées louaient leur logement avant le séisme.

Résidents de Port-au-Prince se frayant un chemin dans les décombres de leur ville dévastée, le 18 janvier 2010. Les propositions d'aide ont continué d'affluer dans un pays ravagé par le séisme tandis que les contraintes logistiques rendaient toujours difficile l'acheminement de l'aide à des milliers de sinistrés haïtiens.

On estime que le tremblement de terre a généré 20 millions de m³ de décombres qu'il faudra déblayer. Le nettoyage des rues devrait nécessiter le chargement de 1 000 camions par jour pendant 1 000 jours. Avec une camionnette de type pick-up, plus de 8 millions d'allers-retours à la décharge seraient requis pour déblayer un tel volume de décombres.

Photo: Franz Smetz/EPA
Donada amablemente por EPA
www.epa.eu.



Notre intervention

- Plus de 94 000 personnes ont bénéficié du programme d'hébergement d'urgence d'Oxfam, dans le cadre duquel nous avons distribué 12 850 bâches en toile, plus de 1 000 tentes, 34 000 kits pour familles et ménages, contenant des produits de première nécessité, et 47 000 moustiquaires.
- Afin de permettre la mise en place de solutions plus durables, Oxfam a lancé un projet pilote à Carrefour-Feuilles, une communauté de la zone métropolitaine de Port-au-Prince qui compte quelque 300 000 habitants et où environ 50 % des logements ont été détruits. En collaboration avec UN-HABITAT et la fondation Architectes de l'urgence, Oxfam et des organisations communautaires telles que l'Association pour la promotion de la santé intégrale de la famille (APROSIFA), le Programme d'encadrement des jeunes (PEJEFE), Friendship (Haiti Friendship Ministries), le Centre de recherche et d'action pour le développement (CRAD) ou la Plateforme des organisations communautaires de la zone métropolitaine de Port-au-Prince (COZPAM) organisent la reconstruction des communautés. Le processus de planification est lancé, regroupant des représentants de la communauté, des structures religieuses locales, les collectivités locales et d'autres groupes communautaires. L'objectif est de bâtir une communauté qui « appartienne » à tout le monde et dont chacun puisse être fier.
- Oxfam s'est également associé à DWR (Disaster Waste Recovery), qui évacue les décombres de Carrefour-Feuilles à la force des bras et avec des équipements lourds, puis les réutilise pour construire des fondations, des murs de séparation et des murs de gabions pour stabiliser les zones sujettes aux glissements de terrain. Ceci permet d'offrir aux habitants du quartier un environnement plus sûr et plus stable, tout en donnant un bon exemple de la manière dont les décombres peuvent être recyclés, au lieu d'être simplement évacués.



Porky (gauche) et Elizé (droite) concassent des décombres à partir des bâtiments détruits sur lesquels ils travaillent. Ils créent du granulats qui sera utilisé pour produire du béton pour les nouveaux bâtiments.

Photo: Toby Adamson/Oxfam

Études de cas

Il est important de favoriser la participation de la population locale à la reconstruction des communautés. À Carrefour-Feuilles, l'un des quartiers les plus touchés de Port-au-Prince, Oxfam a veillé à ce que deux membres de chacune des organisations répertoriées plus haut soient formés aux techniques de participation de la population locale aux décisions concernant la reconstruction de l'environnement.

Un plan d'urbanisme a ensuite été élaboré, en fonction des souhaits exprimés par les habitants. Il comprend des bâtiments communautaires, un parc de loisirs, des écoles, un hôpital, un commissariat, ainsi qu'un centre de recyclage et de gestion des déchets. Il est important de permettre aux habitants d'élaborer une vision concrète de la reconstruction de leur communauté, car cela leur permet de développer un sentiment d'appropriation et d'espoir pour l'avenir. C'est dorénavant la communauté qui veillera à ce que l'État et les organismes humanitaires continuent à l'écouter et à maintenir le cap.

Maisons en gabions

Ilene travaille devant un nouveau type de maison - conçu avec soin, à l'aide de tiges et de plaques en acier, pour résister à la force d'un tremblement de terre ou d'un ouragan. Ces nouveaux bâtiments sont renforcés par de solides casiers grillagés (appelés gabions), qui sont remplis de gravats issus des maisons démolies, puis recouverts de granulats de béton finement concassés.

Ce projet devrait non seulement permettre à Oxfam de loger des familles, mais également de démontrer l'utilité des gravats dans les techniques de construction. Ces maisons sont en outre peu coûteuses et permettent aux habitants de gagner leur vie tout en participant à la reconstruction de leur communauté.

« Je place un grillage de basse-cour sur les cadres métalliques, puis je les remplis de gravats », explique Ilene. « Je trouve que ces maisons sont formidables. Elles paraissent bien plus solides que les maisons traditionnelles. S'il y a un autre tremblement de terre, ces maisons-là devraient tenir le coup ».

Ilene et les autres ont participé aux décisions concernant la conception des nouveaux bâtiments. L'intégration d'un sol en béton, d'une cuisine ou d'une remise, d'une véranda ombragée (indispensable dans ce pays chaud) et de deux points d'entrée ou de sortie reflète les aspirations de la communauté.

Ilene fixe du grillage de basse-cour à des casiers (gabions) qui, une fois repliés, seront remplis de décombres et serviront à construire le mur de la nouvelle salle de réunion de sa communauté.

Photo: Toby Adamson/Oxfam



4. Plaidoyer et lobbying

Oxfam a pour réputation de répondre rapidement et efficacement aux urgences. Nous intervenons directement auprès des communautés touchées, tout en veillant activement à proposer les meilleures interventions et résultats possibles, en incitant des organisations plus puissantes (États, institutions multilatérales et internationales) à renforcer l'aide apportée aux personnes dans le besoin ou à cesser les activités qui portent préjudice aux opérations d'aide. Nous nous engageons également à tenir les personnes concernées et nos partenaires informés de nos activités..

Constat

Haïti était l'une des sociétés les plus inégalitaires au monde avant le tremblement de terre : les institutions gouvernementales pourvoient aux besoins des classes supérieures et intermédiaires, tandis que les personnes les plus vulnérables recevaient peu d'allocations de l'État et ne bénéficiaient pas de l'aide internationale reçue par le pays.

Forts de plus de 60 ans d'expérience dans le domaine de l'intervention d'urgence, nous savions que le tremblement de terre pouvait soit exacerber cette situation, soit permettre à Haïti de prendre un nouveau départ. Profitant de cette occasion unique de changement, nous devions absolument aider le peuple haïtien à faire entendre sa voix et encourager l'État à réduire les inégalités au sein de la société. Il est plus urgent que jamais pour les autorités haïtiennes de régler les problèmes de longue date qu'elles sont les mieux placées pour résoudre. Dans cette optique, elles doivent faire preuve de leadership notamment en mettant en place des programmes de reconstruction qui créent des emplois et permettent un renforcement des compétences, en aidant les familles sinistrées à retourner dans leur logement et à reconstruire leur vie, et en soutenant les initiatives qui stimulent l'investissement dans l'agriculture et les entreprises haïtiennes.

Avec le soutien de la communauté internationale, l'État doit investir dans les travaux publics, notamment l'approvisionnement en eau et la construction de routes, mais également élaborer des programmes de création d'emploi. Ces activités, ainsi que les subventions en espèces attribuées aux personnes les plus vulnérables, permettront à la population de reprendre pied et favoriseront la création d'emploi, qui sont les deux préoccupations majeures de la plupart des Haïtiens, y compris des personnes vivant dans les camps.

Notre intervention

Nous faisons campagne pour aider les personnes pauvres et marginalisées à faire entendre leur voix et pour que nos années d'expérience dans le pays influencent les décisions concernant sa population. Voici quelques exemples de nos réalisations à ce jour :

- Après avoir appris que certains propriétaires privés forçaient les résidents des camps provisoires à trouver d'autres hébergements, Oxfam a alerté la communauté humanitaire et l'État sur ce sujet en quantifiant le nombre d'expulsions forcées et en négociant des interdictions d'expulsion avec les propriétaires.
- En partenariat avec d'autres organisations, Oxfam a fait pression sur les Nations Unies, les États-Unis et le Canada pour que le peuple haïtien puisse se faire entendre lors des principales réunions et conférences, en marge des interventions des représentants de l'État.
- Lorsque se sont répandues des rumeurs selon lesquelles les résidents de certains camps allaient être déplacés vers de nouveaux sites, Oxfam et d'autres ONG ont ouvert des canaux de communication avec les résidents pour qu'ils aient la possibilité d'exprimer leurs inquiétudes et qu'ils soient parfaitement informés de tout projet de déplacement des camps.
- Nous avons réussi à faire pression sur les donateurs lors des grandes conférences de reconstruction organisées en janvier et en mars, en nous appuyant sur un sondage d'opinion et sur un rapport approfondi pour influencer les décisions à prendre pour le compte de la population haïtienne. Le rapport d'Oxfam a permis l'élaboration de nombreuses propositions de reconstruction, tandis que ce sondage d'opinion est le seul du genre. Il met en avant les priorités du peuple haïtien : l'éducation, l'emploi et le logement.
- En octobre 2010, Oxfam a publié un rapport intitulé « Planter maintenant : Défis et occasions pour l'agriculture dans le cadre de la reconstruction de Haïti ». Ce rapport propose des solutions visant à améliorer le Plan national de reconstruction de l'État, en intégrant pleinement les femmes, qui disposent de solides compétences dans le domaine de la production et du marketing, ainsi que les paysans, dont dépend le développement de l'économie rurale de la nation. Oxfam appelle les donateurs internationaux et les États à investir dans ce plan en tant que stratégie essentielle de réduction de la pauvreté et les exhorte à examiner et à abolir les politiques commerciales et agricoles déloyales qui maintiennent Haïti dans la pauvreté.
- Suite aux campagnes concertées de nombreuses organisations, dont Oxfam, le FMI a annoncé, le 21 juillet 2010, l'annulation de la dette d'Haïti, qui s'élevait à environ 268 millions de dollars, et l'octroi d'un prêt sur trois ans pour permettre la reconstruction du pays.

5. Financement

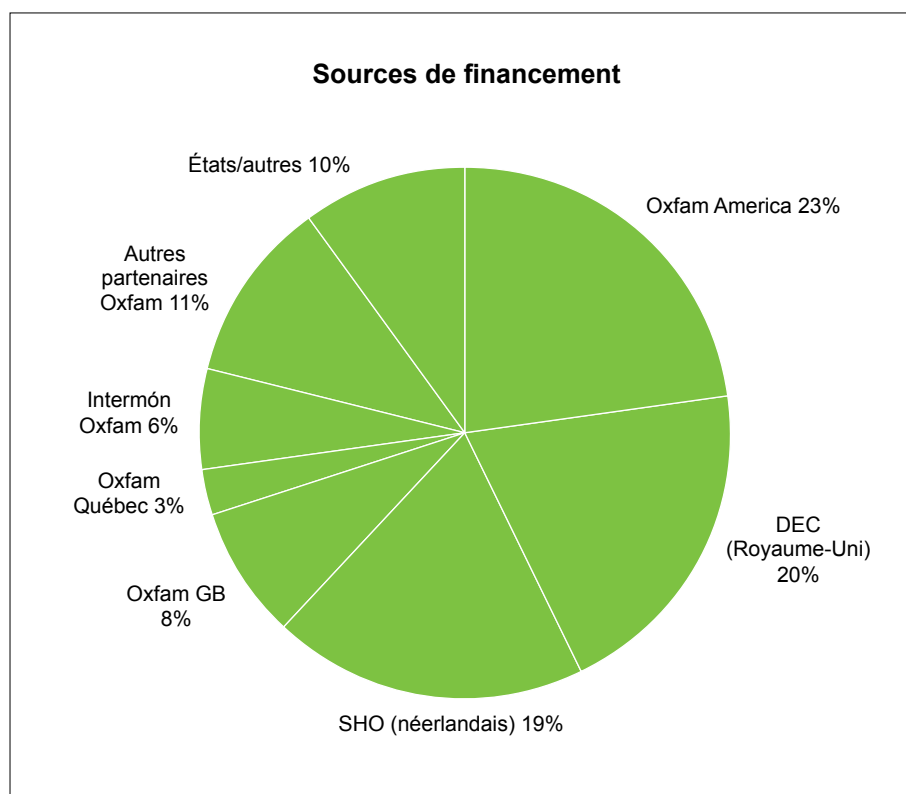
Oxfam a réuni environ 98 millions de dollars pour financer son programme de réponse au tremblement de terre sur trois ans. Nous n'avons pas encore reçu la totalité de cette somme, les fonds collectés étant débloqués par phases. D'ici fin 2010, nous aurons déjà dépensé quelque 68 millions de dollars. Au cours des deux prochaines années, nous allons utiliser les 30 millions de dollars restant à aider les rescapés à se rétablir et à retrouver une vie normale et une source de revenus.³

Sources de financement

La plus grande partie des fonds collectés provient des appels aux dons publics lancés par l'ensemble de nos partenaires, pour un total supérieur à **50 millions de dollars** reflétant l'extrême générosité des soutiens et donateurs du monde entier. D'autres mécanismes tels que le fonds néerlandais de coopération des organisations d'aide (SHO) et le DEC (Disasters Emergency Committee) au Royaume-Uni ont permis de réunir **38 millions de dollars** supplémentaires, sous la forme de dons publics.

Les gouvernements espagnol, belge, flamand, écossais et canadien, ainsi que d'autres organismes tels que l'Office Humanitaire de la Commission Européenne (ECHO), AusAID, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) le MRIQ (Ministère des Relations internationales du gouvernement du Québec) et le Département du développement international (DfID, Royaume-Uni) ont fourni les **9 millions de dollars restants**.

Excepté les 10 % de fonds donnés par les États/autres institutions, le reste des fonds collectés par Oxfam en réponse au tremblement de terre provient de dons publics.



3. Nos chiffres se basent sur nos comptes réels au moment de la rédaction de ce document, plus une estimation jusqu'à la date anniversaire du séisme.

Source	Total reçu (\$)
Oxfam America	22 694 381
Disasters Emergency Committee (Royaume-Uni)	19 388 244
SHO (consortium de grandes agences néerlandaises)	18 750 000
Oxfam GB	8 085 435
Intermón Oxfam	6 198 433
Oxfam Québec	3 023 390
Autres partenaires Oxfam	10 259 316
États/autres	9 403 328
Total	97 802 527

A quoi cet argent a-t-il été dépensé ?

Au cours de cette première année, le premier pôle de dépense d'Oxfam a été consacré à la fourniture de l'aide et aux matériels, avec **19,5 millions de dollars** dédiés aux activités d'urgence pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène. **11 millions de dollars** ont été destinés à aider les sinistrés à recréer leurs moyens de subsistance et à assurer leur sécurité alimentaire. Plus de **5 millions de dollars** ont permis de fournir des abris et de distribuer des produits non alimentaires.

8 millions de dollars ont été dévolus à la logistique, garantissant l'achat, le transport et le stockage en entrepôts sécurisés de fournitures et d'équipements avant leur distribution. Environ **10 millions de dollars** ont servi à payer le personnel requis pour superviser nos opérations. En Haïti, plus de 90 % du personnel d'Oxfam sont des Haïtiens. Ces derniers ont reçu le soutien d'expatriés du monde entier venus apporter leur expertise technique et assurer la gestion des programmes humanitaires.

6,5 millions de dollars ont été consacrés à des dépenses fondamentales telles que des véhicules, des logements et des bureaux, indispensables pour assurer la coordination efficace d'opérations à la fois vastes et complexes, surtout sur une telle durée. D'autres programmes tels que la prévention des risques de catastrophe naturelle, la sensibilisation, les actions de communication et les campagnes médiatiques ont requis **3 millions de dollars** supplémentaires.

Enfin, **4 millions de dollars** (soit 7 % du budget total) ont été dépensés dans l'aide à la gestion, la fourniture d'une aide externe, la supervision, la surveillance et l'établissement de rapports pour s'assurer que nos programmes remplissent bien leurs objectifs, dans ce contexte particulier.

Le programme de réponse au tremblement de terre d'Oxfam doit encore durer deux ans et exploitera les fonds généreusement mis à disposition pour poursuivre le processus de reconstruction et de relèvement en Haïti.

6. L'avenir

Il reste du chemin à parcourir

Les organisations internationales et les États donateurs doivent travailler en collaboration plus étroite avec les autorités haïtiennes afin de renforcer la participation des Haïtiens à tous les niveaux du processus de relèvement et d'optimiser les performances des ministères. Nous devons tous écouter et soutenir les efforts des millions de citoyens haïtiens ordinaires qui se battent chaque jour pour améliorer leurs conditions de vie et celles de leurs enfants.

Selon la vision d'Oxfam pour les deux prochaines années, notre travail contribuera grandement à l'amélioration des conditions de vie des Haïtiens, surtout pour les sinistrés du séisme.

Emmanuella Joanna Raymond, ici sur le seuil de sa petite boutique, a bénéficié d'une formation professionnelle dispensée par Oxfam. Elle dit avoir beaucoup apprécié la formation et que si elle avait su tout cela avant le tremblement de terre, elle aurait pu développer son activité autrement. Elle déclare également avoir appris qu'il fallait véritablement gérer les recettes et les dépenses.

Photo: Toby Adamson/Oxfam



Agriculteurs bénéficiant d'une distribution de graines dans la ville de Desvarieux, Haïti, le 11 mai 2010. De nombreuses familles ont accueilli des proches ou des amis qui ont fui Port-au-Prince après le séisme, un afflux créant de nouvelles contraintes. Ces graines supplémentaires sont absolument indispensables, car la plupart de ces familles ont déjà consommé tout le stock qu'elles envisageaient de planter cette année.

Photo: Ami Vitale/Oxfam



Nous allons consolider nos relations fructueuses avec les partenaires locaux, la société civile, la gouvernance locale et les communautés pour :

- Poursuivre nos actions en faveur des plus vulnérables, notamment les femmes, les jeunes filles, les personnes âgées et handicapées ;
- Passer de la fourniture d'eau en citerne à un travail avec l'État afin de proposer des solutions à plus long terme pour aider les communautés à accéder à des services durables d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de gestion des déchets ;
- Investir dans la reconstruction et dans la création de petites entreprises afin de relancer l'économie locale et créer des emplois ;
- Créer un centre de ressources en milieu urbain pour la formation, le partage des informations sur la reconstruction et la promotion des innovations et conceptions locales pour reconstruire les logements et les communautés ;
- Encourager les liens entre les petits producteurs, les marchés locaux et les consommateurs pour améliorer l'accès à la nourriture et consolider les moyens de subsistance des producteurs ;
- Promouvoir et soutenir l'adoption de technologies et pratiques agricoles durables et respectueuses de l'environnement ;
- Aider la population à s'adapter au changement climatique et limiter les risques liés aux catastrophes naturelles ;
- Promouvoir une citoyenneté active et responsable, ainsi que la participation de la société civile au processus de reconstruction

Oxfam s'étant engagé à mettre en œuvre ses programmes de reconstruction et de relèvement au cours des *deux prochaines années*, nous allons également continuer à plaider en faveur d'une stratégie de reconstruction équitable et durable en Haïti, menée par l'État et avec une réelle participation de la société civile, y compris des leaders communautaires et religieux et des ONG locales et internationales.

© Oxfam International janvier 2011

Ce document d'information a été rédigé par Elspeth Clayton et Lucy Davies. Oxfam remercie Richard Atkinson, Lourdes Benavides de la Vega, Andrew Davies, Yonel Delmas, Anne Edgerton, Esther Guillaume, Lina Holguin, Sophie Martin-Simpson, Trust Nkomo, Sandrine Robert, Philippa Young et Abigail Humphries Robertson pour leurs participation.

Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Ce document est protégé par droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : publish@oxfam.org.uk.

Pour toute information sur les questions soulevées dans ce document, veuillez envoyer un courrier électronique à : information@oxfaminternational.org.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous le numéro ISBN 978-1-84814-798-0 en janvier, 2011.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, UK.

Oxfam est une confédération internationale de 14 organisations qui travaillent ensemble dans 99 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice :

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org),
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au),
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be),
Oxfam Canada (www.oxfam.ca),
Oxfam France (www.oxfamfrance.org),
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de),
Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk),
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk),
Intermon Oxfam (Espagne) (www.intermonoxfam.org),
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org),
Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org),
Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz),
Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl),
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Les organisations suivantes, actuellement membres observateurs d'Oxfam, travaillent vers une affiliation complète :

Oxfam India (www.oxfamindia.org)
Oxfam Japan (www.oxfam.jp)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

N'hésitez pas à contacter les organisations répertoriées ci-dessus, par téléphone ou par courrier, pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur : **www.oxfam.org**.

Oxfam GB is a member of Oxfam International.
Registered charity in England and Wales No 202918 and Scotland SC039042